

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES COMMUN A TOUS LES LOTS (CCAP)

(CCAP N° SEL-DIRCE-2025)

Groupement de commande

ÉTAT – Ministère Chargé des Transports
Direction Interdépartementale des Routes Centre-Est (DIR CE)
et
Région Auvergne Rhône Alpes

Le coordonnateur du groupement est : Ministère Chargé des Transports
Direction Interdépartementale des Routes Centre-Est (DIR CE)

Acheteurs

Madame la Directrice Interdépartementale des Routes Centre-Est
et
RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES
101 cours Charlemagne – CS 20033 – 69269 LYON CEDEX 02
SIRET 200 053 767 00014

Représentant de l'acheteur (RA)

Madame la Directrice Interdépartementale des Routes Centre Est, en tant que coordonnatrice d'un groupement de commande avec la Région Auvergne-Rhône-Alpes, par délégation de Mme la Préfète (Arrêté préfectoral en vigueur) et par délégation en vigueur de Monsieur le Président de la Région Auvergne-Rhône-Alpes.

Objet du marché

Fourniture et livraison de fondants routiers pour le réseau de la DIR Centre-Est et le réseau transféré à la Région AURA

Remise des offres

Date et heure limites de réception : **mardi 2 septembre 2025 à 12h00** (heure locale de l'adresse du RA)

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

SOMMAIRE

	Pages
ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GENERALES.....	5
1-1. Objet du marché et Normes.....	5
1-2. Représentation de l'acheteur et forme des notifications.....	5
1-3. Point de départ du délai d'exécution.....	7
1-4. Passation des commandes.....	7
1-5. Décomposition en tranches et en lots.....	8
1-6. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel.....	9
1-7. Contrôle des coûts de revient.....	9
1-8. Dispositions générales.....	9
1-9. Ordres de service.....	12
ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	12
ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES.....	13
3-1. Tranche(s) optionnelle(s).....	13
3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes.....	13
3-3. Variation dans les prix.....	15
ARTICLE 4. DUREE DU MARCHE ET DELAI D'EXECUTION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES.....	17
4-1. Durée du marché et délais d'exécution.....	17
4-2. Pénalités pour retard d'exécution.....	17
4-3. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution.....	18
4-4. Primes pour réalisation anticipée des prestations.....	18
4-5. Interventions urgentes.....	18
ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE.....	19
5-1. Retenue de garantie.....	19
5-2. Avances.....	19
ARTICLE 6. QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS.....	20
ARTICLE 7. MISE EN PLACE ET EXECUTION DU MARCHE.....	20
7-1. Mise en place du marché.....	20
7-2. Programme d'exécution.....	20
7-3. Conditions d'exécution.....	21
7-4. Conditions d'intervention.....	21
ARTICLE 8. CONTROLES, ADMISSIONS ET GARANTIES.....	21
8-1. Surveillance en usine, vérifications et essais.....	21
8-2. Admission.....	21
8-3. Garantie(s).....	22
ARTICLE 9. RESILIATION.....	22

ARTICLE 10. CLAUSES TECHNIQUES.....	<u>23</u>
ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D’INSERTION.....	<u>23</u>
ARTICLE 12. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	<u>23</u>
ANNEXE 1 - LISTE DES Centres d’Entretien et d’Intervention (CEI) OÙ LIVRER LES FONDANTS.....	<u>24</u>
ANNEXE 2 - Modalités de dépôt des factures via le portail CHORUS PRO « FACTURE TRAVAUX » - Lots ETAT.....	<u>30</u>
ANNEXE 3 - Modalités de dépôt des factures via le portail CHORUS PRO «FACTURE» - Lots Région.....	<u>33</u>

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GENERALES

1-1. Objet du marché et Normes

Le présent marché intervient dans le cadre du groupement de commande mis en place entre la DIRCE, la DIRMIC et la Région Auvergne-Rhône-Alpes suite à l'expérimentation 3DS qui a débuté le 1^{er} janvier 2025. À noter que ce marché est hors périmètre de la DIRMIC.

Les prestations, objet du présent marché, concernent 2 périmètres différents qui donneront lieu à des modalités d'exécution différentes décrites dans les articles y afférant pour :

- la fourniture et livraison de fondants routiers sur le territoire de la DIR CE (réseau Etat et réseau transféré à la Région AURA) – voir cartes des SREX jointes au DCOE.

Les lieux d'exécution des prestations sont les suivants : l'ensemble des implantations des services de la DIR Centre Est en charge de l'exploitation du réseau routier national et du réseau transféré à la Région AURA. La liste des centres d'entretien et d'intervention (CEI) où livrer les fondants se trouve en annexe 1 du CCAP.

Les prestations font l'objet d'accords-cadres à bons de commande mono-attributaires conformément aux dispositions des articles L.2125-1 1^o et R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du CCP.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

La référence des normes applicables figure dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1-2. Représentation de l'acheteur et forme des notifications

1-2.1. Représentation de l'acheteur pour l'exécution du marché

Pour les besoins de l'exécution du marché, les personnes physiques désignées ci-après sont habilitées à représenter l'acheteur auprès du titulaire :

LOT	Représentants de l'acheteur
Lot 1	Le chef du SREX de Moulins ou un de ses 2 chefs de district (La Charité, Mâcon) représentant la DIRCE
Lot 2	Le chef du SREX de Lyon ou un de ses 3 chefs de districts (Lyon, Saint-Etienne, Valence) représentant la DIRCE
Lot 3	Le chef du SREI Chambéry ou le chef du district de Chambéry-Grenoble représentant la DIRCE
Lot 4	Le chef du SREX de Moulins ou le chef de district de Moulins ou son adjointe représentant la Région AURA
Lot 5	Le chef du SREX de Lyon ou un de ses 2 chefs de districts (Saint-Etienne, Valence) représentant la Région AURA

1. Le chef de service concerné ou son représentant pour assumer notamment les fonctions suivantes :

- a) Réception des communications du titulaire avec le pouvoir adjudicateur, auxquelles il entend donner date certaine ainsi que la notification des décisions et communications du pouvoir adjudicateur faisant courir un délai (article 3-1 du CCAG) ;
- b) Réception de la lettre recommandée du titulaire signalant les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel (article 13.3.2 du CCAG) ;
- c) Signature et notification, en tant que représentant de l'acheteur pour l'exécution du marché, des décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet lorsque celles-ci résultent strictement de dispositions contractuelles (article 30 du CCAG).

2. Le chef de service concerné ou le chef de district ou son représentant, dûment accrédité, pour assumer notamment les fonctions suivantes :

- a) Réception de la demande de paiement (article 11.6 du CCAG) ;
- b) Proposition d'acceptation ou de rectification de la facture et de complément de la facture (article 11.7 du CCAG) ;
- c) Refus de la demande de paiement lorsque la facture n'est pas dématérialisée ;
- d) Suspension du délai global de paiement s'il n'est pas possible, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérifications ou à toutes autres opérations nécessaires au paiement ;
- e) Information du titulaire de la suspension du paiement par le comptable assignataire ;
- f) Vérifications quantitatives et qualitatives, qu'elles soient exécutées directement par lui-même ou, sous sa responsabilité, par des agents qu'il désigne (articles 27, 28 et 29 du CCAG).

1-2.2. Formes des notifications

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, l'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations, les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, l'acheteur procédera à la notification de toutes les informations, **sauf les bons de commande**, par voie électronique, via la messagerie de la plate-forme de dématérialisation PLACE, au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement (destinataire).

La messagerie sécurisée de PLACE pour la DIRCE comme pour la Région AURA assureront la traçabilité, la sécurité, la confidentialité et l'horodatage de tous les échanges, y compris ceux des accusés de réception par le destinataire.

Ces accusés de réception seront générés par PLACE, et permettront de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception de l'information.

En application de l'article 3.1.2 du CCAG, c'est la date et l'heure de réception de la première consultation du document qui a été adressé, mentionnées sur le récépissé générés par PLACE, qui sont considérées comme celles de la notification.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG, à défaut de consultation de l'information sur PLACE pour la DIRCE comme pour la Région AURA par le destinataire, dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

Par dérogation à l'article 3.2.1 du CCAG, si l'information transmise au destinataire ne mentionne pas de délai (s) celui-ci (ceux-ci) commencent à courir dès l'accusé de réception par le destinataire.

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

1-3. Point de départ du délai d'exécution

Le bon de commande précise les conditions d'exécution.

Il sera dérogé à l'article 13.1.2 du CCAG dans le cas où le délai d'exécution du bon de commande partirait de la date précisée dans la décision du RA pour commencer l'exécution de celui-ci.

En dehors de ce cas et des conditions d'urgences définies au 4-5 du CCAP, le délai d'exécution afférent à chaque commande part :

- de la date de réception de la commande par le titulaire si celle-ci tombe un jour ouvré ,
- du premier jour ouvré suivant cette date si celle-ci tombe un jour non travaillé.

Pour les commandes d'urgence définies au 4-5 du CCAP, le délai d'exécution part de l'heure à laquelle la commande est émise (heure d'appel ou heure de l'accusé de réception de l'échange dématérialisé).

1-4. Passation des commandes

Les commandes successives sont adressées sous forme de bons de commandes signés par le représentant du pouvoir adjudicateur, défini à l'article 1.2.1 du présent CCAP.

Hormis pour les interventions urgentes dont les modalités sont fixées à l'article 4-5 ci-dessous, les bons de commande seront adressés pendant les jours et heures ouvrables, du lundi 8 h au vendredi 12 h, sur la plateforme PLACE pour la DIRCE comme pour la Région AURA, sous la référence **dirce-srexm-2025-fondants-dirce**.

En dehors des interventions urgentes définies dans l'article 4-5 du présent CCAP, le titulaire devra accuser réception dans le délai maximum de 2 jours par remise du courrier électronique du bon de commande, portant la date et l'heure de réception, sur la plateforme PLACE pour la DIRCE comme pour la Région AURA.

Chaque bon de commande précise :

- Un numéro de commande
- La durée éventuelle de la période de préparation ;
- La désignation et la nature/catégorie des produits ;
- La quantité commandée par nature/catégorie ;
- Les prix unitaires ;
- Le montant par nature/catégorie de produits ;
- Le montant de la commande hors taxe, le montant de la TVA et le montant TTC ;
- Le mode de conditionnement ;
- Le mode de transport ;
- Le lieu d'exécution/de livraison et la zone géographique concernée ;
- Le délai d'exécution/de livraison ;
- La référence du marché :
 - pour les lots Etat – 1 à 3 : EJ court et EJ long
 - pour les lots Région AURA – 4 et 5 : référence comptable.

L'acheteur confie au titulaire, pendant toute la durée de validité du marché précisée à l'article 3-1 de l'acte d'engagement, l'exécution de la totalité des prestations ci-dessus définies, suivant commandes faites au fur et à mesure des besoins.

1-5. Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

Le besoin homogène de fournitures est alloti, les fournitures sont réparties en **5 lots** désignés ci-après qui sont traités par **marchés à lots séparés** :

Désignation des lots	
Lot 1	SREX de Moulins SREX - réseau routier Etat (district de La Charité et district de Mâcon)
Lot 2	SREX de Lyon - réseau routier Etat (district de Lyon, partie du district de Saint-Etienne et partie du district de Valence)
Lot 3	SREI de Chambéry - réseau routier Etat
Lot 4	SREX de Moulins - District de Moulins – réseau routier région AURA
Lot 5	SREX de Lyon – réseau routier région AURA (partie du district de Saint-Etienne et partie du district de Valence)

1-6. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel

1-6.1 Obligation de confidentialité

En application de l'article 5-1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par l'acheteur et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

1-6.2. Sites sensibles

Sans objet.

1-6.3 RGPD (Règlement général sur la protection des données)

En application de l'article 5-2 du CCAG, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et l'acheteur est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat. L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par l'acheteur ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet.

Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter l'acheteur afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016.

En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 4-3.2 du présent CCAP.

1-7. Contrôle des coûts de revient

Sans objet.

1-8. Dispositions générales

1-8.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier, sur simple demande du représentant de l'acheteur, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du représentant de l'acheteur, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 41.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article au prestataire e-attestations chargé de cette vérification pour le compte du RA .

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre à l'acheteur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

1-8.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

1-8.2.1. Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire , s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1-8.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre à l'acheteur les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
 - les salariés détachés par ses soins,
 - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, l'acheteur, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 41 du CCAG.

1-8.3. Assurances

Les titulaires doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération avant ou après son exécution.

Leurs polices doivent apporter les minimums de garantie suivants :

- dommages corporels : 1 000 000 € par sinistre ;
- dommages matériels et immatériels : 500 000 € par sinistre et par année.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties, les titulaires doivent fournir une attestation dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance. Ils doivent adresser ces attestations à l'acheteur dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande de l'acheteur, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage.

1-8.4. Clauses sociales et environnementales

1-8.4.1. Clauses sociales

Sans objet.

1-8.4.2. Clauses environnementales

Conformément à l'article 16.2 du CCAG, les pièces particulières du marché fixent des prescriptions environnementales.

Ces prescriptions sont les suivantes **pour les cinq lots** :

* Le transport des fondants doit être effectué par des camions répondant aux normes Euro V minimum ou équivalentes. Dès le 1^{er} octobre 2025, les transports réalisés avec des véhicules de plus de 40 tonnes seront conditionnés à l'utilisation d'un véhicule à moteur dont la date de première mise en circulation est postérieure au 1^{er} janvier 2014 ou est de type 6 euro ou équivalent.

* Les chauffeurs doivent être formés à l'écoconduite.

Ponctuellement, l'Acheteur ou ses représentants feront des contrôles des papiers des véhicules assurant la livraison des fondants afin de s'assurer que ces derniers répondent bien aux normes imposées.

1-9. Ordres de service

L'ordre de service est la décision de l'acheteur qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché.

Les ordres de service sont notifiés par le représentant de l'acheteur, désigné lors de la notification du marché, au titulaire dans les conditions de l'article 3.8 du CCAG.

ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi (**daté et signé par les représentants habilités des parties**).;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG) approuvé par l'arrêté du 1er avril 2021 (NOR : ECOM2106868A) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi ;
- La liste des prix ;
- L'offre technique du titulaire. L'acheteur se laisse la possibilité d'exclure certains éléments au moment de l'attribution par le biais d'une mise au point ;
- Les bons de commandes émis au titre du marché ;

- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;
- Les éventuels avenants et leurs annexes.

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG, la notification du marché ne comprend qu'une copie de l'acte d'engagement. Les autres pièces sont celles contenues dans l'offre du titulaire ou mises en ligne sur le profil acheteur.

ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

3-1. Tranche(s) optionnelle(s)

Sans objet.

3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes

3-2.1. Contenu des prix

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

3-2.2. Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application des prix unitaires dont le libellé est donné dans la liste des prix.

Le tonnage à prendre en considération est celui déterminé par les bons de pesée, sous réserve des résultats donnés par les vérifications prévues ci-après.

L'administration se réserve le droit de procéder, à ses frais, à la vérification des tonnages résultant des indications portées sur les bons de pesée.

Le numéro de commande devra être indiqué sur le bon de livraison.

Le titulaire s'engage, en outre, à faire profiter l'acheteur des rabais exceptionnels consentis dans le cadre d'actions promotionnelles.

3-2.3. Modalités du règlement des comptes du marché

Les modalités de règlement du marché sont conformes aux articles 11 et 12 du CCAG. La périodicité des règlements sera mensuelle.

3-2.4. Modalités de transmission et de paiement

3-2-4-1 Modalités de transmission des pièces de paiement

Le terme "facture" désigne dans le présent marché "le projet de décompte".

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que les informations suivantes, qui seront transmises par le service ordonnateur suite à la notification du marché :

- Le numéro d'engagement juridique (EJ long et EJ court) pour les marchés de l'État
- Les références comptables pour les marchés de la Région AURA
- Le numéro de SIRET du destinataire selon le bon de commande
 - * pour l'État : 110 002 011 00044
 - * pour la Région AURA : 200 053 767 00014
- Le code du service exécutant de la dépense - **A noter que pour la Région AURA, le code du service est « ROUTES »**
- Les références du bon de commande.

Lors du dépôt de la facture, que ce soit pour l'État ou la Région, le fichier devra respecter la nomenclature suivante :

Numéro de facturation interne - Nom du service de la DIRCE - Nom du fournisseur.

Il convient de prévenir le service ordonnateur à chaque dépôt en lui transmettant le certificat de dépôt concerné disponible sur Chorus Pro.

Remarques :

- Les factures doivent être transmises, selon la fréquence demandée (mensuelle/trimestrielle...) et regroupées en un seul et même dépôt sur Chorus Pro et sur une seule et même journée à prévoir au planning ;
- S'il s'est écoulé moins de 80 jours depuis le dépôt précédent, alors le RA se réserve la possibilité de refuser la ou les factures concernées. A leur demande, ce délai pourra être ramené à 25 jours pour les PME.

ANNEXE 2 : modalités de dépôt des factures via chorus pro (périmètre État)

ANNEXE 3 : modalités de dépôt des factures via chorus pro (périmètre Région)

3-2-4.2 Modalités de paiement

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire. Le taux des

intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Le point de départ du délai de paiement est le dépôt du projet de décompte sur Chorus Pro (à l'exception du cas particulier du projet de décompte final pour lequel le point de départ du délai de paiement correspond au dépôt du décompte général définitif sur Chorus Pro par le titulaire).

3-3. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

La variation des prix ne s'applique pas aux indemnités, pénalités, retenues et par dérogation à l'article 15.3 du CCAG, aux primes.

3-3.1. Les prix sont révisables par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3-3.3 et 3-3.4.

3-3.2. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois précédant la date limite de remise des offres indiquée en page 1 du présent CCAP. Ce mois est réputé correspondre à celui de la date à laquelle le candidat a fixé son prix remis dans son offre.

Ce mois est appelé "mois zéro" (m_0).

3-3.3. Choix de l'index de référence

Les index de référence **I** choisis en raison de leurs structures pour la révision des prestations faisant l'objet de **l'ensemble des lots** sont :

Index	Désignation
CPF 08.93	Sel et chlorure de sodium pur, eau de mer - Toutes zones – Base 2021 – Identifiant 010765099
TRTP	Transports routiers pour les travaux publics

Ces index sont publiés :

– sur le site internet de l'INSEE.

Les index de référence sont appliqués aux prix suivants :

Index	Prix
CPF 08.93	- du prix n°101 au prix 103 - du prix n°201 au prix 203

Index	Prix
	- du prix n°301 au prix 303 - du prix n°401 au prix 403 - du prix n°501 au prix 503
TRTP	- du prix n° 104 au prix n° 114 - du prix n° 204 au prix n° 209 - du prix n° 304 au prix n° 311 - du prix n° 404 au prix n° 410 - du prix n° 504 au prix n° 510

3-3.4. Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision C_n est donné par la formule :

$$C_n = (I_{n-6} / I_0)$$

avec : I_0 = Valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des prix ;
 I_{n-6} = Valeur de l'index de référence I prise au mois de réalisation des prestations moins 6 mois.

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

En application des articles R.2191-27 à R.2191-29 du CCP, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

3-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subit par l'acheteur du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles ; elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par l'acheteur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

ARTICLE 4. DUREE DU MARCHE ET DELAI D'EXECUTION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du C.C.A.G., les pénalités de retard ne sont pas plafonnées.

4-1. Durée du marché et délais d'exécution

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

4-2. Pénalités pour retard d'exécution

Par dérogation à l'article 14.1.1, les pénalités pour retard d'exécution sont appliquées sans avoir recours à une procédure contradictoire mais sur simple constat par l'acheteur ou son représentant.

4-2.1. Pénalités pour retard d'exécution

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, le titulaire subit, en cas de retard dans la livraison, une pénalité journalière selon le détail ci-dessous :

En période hivernale (du 1^{er} novembre au 31 mars inclus) :

- **pour les livraisons urgentes** : application d'une pénalité de **4 %** du montant total HT de la commande non livrée, plus-value comprise, par jour calendaire de retard, plafonnée à 30 % du montant total HT de la commande non livrée. En outre, la plus-value pour livraison d'urgence ne sera pas rémunérée au titulaire ;
- **lorsque le délai de livraison est de 5 jours** : application d'une pénalité de **4 %** du montant total HT de la commande non livrée par jour calendaire de retard, plafonnée à 30 % du montant total HT de la commande non livrée. En outre, lorsque le délai de livraison effectif atteint 15 jours calendaires, la moins-value pour livraison sous 15 jours sera appliquée ;
- **lorsque le délai de livraison est de 15 jours** : application d'une pénalité de **2 %** du montant total HT de la commande non livrée par jour calendaire de retard, plafonnée à 15 % du montant total HT de la commande non livrée.

Hors période hivernale :

- **quelque soit le délai de livraison** : application d'une pénalité de **1 %** du montant total HT de la commande non livrée par jour calendaire de retard, plafonnée à 15 % du montant total HT de la commande non livrée.

4-3. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution

Sauf disposition contraire, les pénalités et retenues définies ci-après sont applicables à tous les bons de commandes.

4-3.1. Pénalité pour non respect des modalités de livraison prévues au § 2.4.4 du CCTP

Pénalité pour non conformité du sel - livraison acceptée :

Une pénalité forfaitaire de **deux cent cinquante (250) euros** sera appliquée par camion livré non conforme mais dont la livraison est acceptée.

Pénalité pour non conformité du sel et/ou camion non bâché - livraison refusée :

En cas de livraison non conforme refusée par le Représentant de l'acheteur, il sera procédé au retrait et au remplacement de la livraison. Les éventuelles pénalités de retard s'appliqueront sur la base de la date de la commande initiale.

Pénalité pour camion non bâché accepté :

Une pénalité forfaitaire de **deux cents (200) euros** sera appliquée par camion non bâché dont la livraison est acceptée.

4-3.2 Pénalité pour non respect de la réglementation RGPD

En cas de non respect du devoir d'alerte défini à l'article 1.6.3 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de **deux cents (200) euros**.

4-4. Primes pour réalisation anticipée des prestations

Sans objet.

4-5. Interventions urgentes

Les interventions d'urgence pourront s'effectuer n'importe quel jour de la semaine, y compris le week-end et jour férié inclus, de jour comme de nuit.

Les interventions sont effectuées dans un délai maximal de 48 heures samedi, dimanche et jour férié inclus, de jour comme de nuit.

Les interventions urgentes seront effectuées sur appel téléphonique, simple mail ou par messagerie du profil d'acheteur (plate-forme PLACE) de l'une des personnes habilitées à signer les commandes visées à l'article 1-2.1 du présent CCAP, à l'une des personnes désignées à l'article 3-2 de l'acte d'engagement ; elles seront confirmées par bon(s) de commande.

Le délai d'exécution commence à courir à partir de l'heure à laquelle la commande est émise (heure d'appel ou heure de l'accusé de réception de l'échange dématérialisé).

Si la commande est passée par appel téléphonique ou par simple courrier électronique, elle fait l'objet d'une formalisation ultérieure par bon de commande transmis par messagerie sur le profil d'acheteur (plate-forme PLACE).

Le bon de commande rappelle le caractère urgent de la commande ainsi que la référence (date et heure) de l'appel ou du mail ayant déclenché l'intervention.

Le titulaire devra accuser réception dans le délai maximum de 24H par remise du courrier électronique du bon de commande, portant la date et l'heure de réception, sur la plateforme PLACE pour la DIRCE comme pour la Région AURA.

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5-1. Retenue de garantie

Sans objet.

5-2. Avances

Les avances sont régies par l'option A de l'article 11.1 du CCAG.

Sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial HT du bon de commande est supérieur à 50 000 € et sa durée d'exécution supérieure à deux mois.

Elle n'est due que sur la base du montant des bons de commande diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à un pourcentage du montant initial TTC du bon de commande du lot si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à ce même pourcentage de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Lots 1 à 3 - Etat

Le pourcentage est fixé à 30% du montant initial TTC du bon de commande du lot et ce, pour les lots 1 à 3, que le titulaire du marché soit une PME (petite et moyenne entreprise) ou non.

Lots 4 et 5 – Région AURA

Le pourcentage est fixé à 5% du montant initial TTC du bon de commande du lot et ce, pour les lots 4 et 5.

Si le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une PME (petite et moyenne entreprise), le taux de l'avance est porté à 10 %.

Le titulaire qui souhaite le versement de l'avance (pour les lots Région AURA uniquement) doit préalablement constituer et transmettre à l'acheteur **une garantie à première demande d'un montant égal à l'avance consentie, dès que le montant de cette avance est supérieur ou égal à 50 000 €.**

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.4 ci-dessus compté à partir de la date de début d'exécution du bon de commande du lot.

Conformément aux dispositions des articles R.2191-11 à R.2191-12 du CCP, le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du bon de commande du lot atteint 65 % du montant initial TTC du bon de commande du lot. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %. Si le taux de l'avance appliqué est supérieur ou égal à 30 %, le remboursement de l'avance intervient dès la première demande de paiement.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Si le marché est passé avec des **titulaires groupés conjoints**, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

ARTICLE 6. QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée à l'acheteur avec tous les documents justificatifs, dans les 30 jours qui suivent la notification du marché.

ARTICLE 7. MISE EN PLACE ET EXECUTION DU MARCHE

7-1. Mise en place du marché

Le bon de commande précise la mise en œuvre d'une période de préparation si elle s'avère nécessaire.

7-2. Programme d'exécution

Sans objet.

7-3. Conditions d'exécution

7-3.1. Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail ;
- au règlement intérieur de l'établissement.

Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des locaux qui n'exigent pas son intervention.

7-4. Conditions d'intervention

En dehors des urgences, les livraisons s'effectuent à l'intérieur de la plage horaire définie ci-après et appelée "période d'intervention" :

du lundi au vendredi de 8h00 à 11h45 et de 13h30 à 16h45.

ARTICLE 8. CONTROLES, ADMISSIONS ET GARANTIES

8-1. Surveillance en usine, vérifications et essais

8-1.1. Surveillance en usine

Sans objet.

8-1.2. Vérifications quantitatives

Elles sont effectuées dans un délai de **trois (3) jours** à dater de la livraison de la fourniture.
Les conditions de vérifications quantitatives sont décrites à l'article 3. 2 .1 du CCTP.

8-1.3. Vérifications qualitatives

Elles sont effectuées dans un délai de **trente (30) jours** à dater de la livraison de la fourniture.

Les conditions de vérifications qualitatives sont décrites à l'article 3.2.2 du CCTP.

8-1.4. Essais

Sans objet.

8-2. Admission

Aucune stipulation particulière.

8-3. Garantie(s)

Aucune stipulation particulière.

8-3.1. Garantie des prestations

Sans objet.

8-3.2. Garantie de suivi de la documentation

Sans objet.

8-3.3. Garantie particulières

Sans objet.

8-3.4. Garantie des vices cachés

Sans objet.

ARTICLE 9. RESILIATION

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le représentant de l'acheteur des éléments énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, l'acheteur se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 41.1 h) du CCAG.

Est notamment considérée comme cas de force majeure, aux termes de l'article 40.1 2^{ème} alinéa du CCAG, l'interdiction d'exporter édictée par le gouvernement du pays d'origine du matériel ou en cas de restrictions apportées à la circulation des marchandises étrangères par le Gouvernement français.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 41 du CCAG, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 41.2 du CCAG, la résiliation du marché par décision de l'acheteur signataire du marché aux frais et risques du déclarant.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, l'acheteur peut résilier le marché pour ce motif ainsi que conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, l'acheteur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 39.2 du CCAG.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail l'acheteur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

ARTICLE 10. CLAUSES TECHNIQUES

Sans objet.

ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION

Sans objet.

ARTICLE 12. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP et du CCTP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

a) CCAG FCS :

CCAP 1-2.2	déroge à l'article	3.2.1 du CCAG
CCAP 1-3	déroge à l'article	13.1.2 du CCAG
CCAP 2	déroge à l'article	4.2 du CCAG
CCAP 3-3	déroge à l'article	15.3 du CCAG
CCAP 4	déroge aux articles	14.1.2 et 14.1.3 du CCAG
CCAP 4-2 et 4-2.1	dérogent à l'article	14.1.1 du CCAG
CCAP 9	déroge à l'article	41.2 du CCAG

b) CCTG et CPC travaux publics

c) Normes françaises homologuées

d) Autres normes

ANNEXE 1 - LISTE DES CENTRES D'ENTRETIEN ET D'INTERVENTION (CEI) OÙ LIVRER LES FONDANTS

LOT 1 – SREX de MOULINS - Réseau routier Etat

District de la Charite sur Loire

CEI d'Auxerre

Centre d'Entretien et d'Intervention
5, Avenue de Grattery
89000 AUXERRE

Christophe Falissard

tel: 03 86 51 61 00

mel : cei-aux.Dc.Srex-Moulins.Dirce@developpement-durable.gouv.fr

CEIA Le Cheminot

Centre d'Entretien et d'Intervention Annexe
RN77
10320 CRESSANTIGNES

Christophe Falissard

tel: 03 25 43 95 52

mel : ceia-chem.Dc.Srex-Moulins.Dirce@developpement-durable.gouv.fr

CEI de Clamecy

Centre d'Entretien et d'Intervention
ZI Route de Surgy
58500 CLAMECY

Baptiste Mandet

tel: 03 86 27 27 78

mel : cei-clam.Dc.Srex-Moulins.Dirce@developpement-durable.gouv.fr

CEI de la Charité sur Loire

Centre d'Entretien et d'Intervention
30 rue Roland Champennier - BP 121
58405 LA CHARITÉ SUR LOIRE

Bruno Chamard

Tel: 03 86 70 92 53

mel : cei-char.Dc.Srex-Moulins.Dirce@developpement-durable.gouv.fr

CEI de Saint-Pierre le Moutier

Centre d'Entretien et d'Intervention
2 rue Saint-Roch
58240 SAINT PIERRE LE MOUTIER

Pierric Vilotte

tel: 03 86 90 94 25

mel : cei-stpierre.Dc.Srex-Moulins.Dirce@developpement-durable.gouv.fr

District de Mâcon

CEI de Charnay lès Mâcon

Centre d'Entretien et d'Intervention
Espace les Berthilliers
120 rue des Froziers
71850 CHARNAY LES MACON

Denis Bonnot

tel: 03 85 29 07 86

mel : cei-charn.Dma.Srex-Moulins.Dirce@developpement-durable.gouv.fr

Dépôt de Cluny

2, rue des Griottons
BP 14
71250 CLUNY

Denis Bonnot

tel: 03 85 29 07 86

mel : cei-charn.Dma.Srex-Moulins.Dirce@developpement-durable.gouv.fr

CEI de Montchanin

Centre d'Entretien et d'Intervention
Rond point Jeanne Rose

Pascal Raoul

tel: 03 85 58 34 99

mel : cei-montc.dma.srex-moulins.dirce@developpement-durable.gouv.fr

Lieu dit château d'Avoise
71210 MONTCHANIN

CEI de Paray le Monial
Centre d'Entretien et d'Intervention
Le Champs Bossu
71600 PARAY LE MONIAL

durable.gouv.fr

Benoît Boulet
tel: 03 85 88 82 70
mel : cei-par.Dma.Srex-Moulins.Dirce@developpement-durable.gouv.fr

LOT 2 – SREX de LYON - Réseau routier Etat

District de Lyon

CEI de Pierre-Bénite

Centre d'Entretien et d'Intervention
59, Chemin d'Yvours
69492 PIERRE-BÉNITE

Stéphane Jager

tel : 04 78 86 63 32

mel : cei-pier.dl.srex-lyon.dirce@developpement-durable.gouv.fr

CEI de Saint-Priest

Centre d'Entretien et d'Intervention
10 Rue Ambroise Paré
69800 SAINT PRIEST

Fabienne Bardon

tel: 04 78 90 87 28

mel : cei-st-priest.dl.srex-lyon.dirce@developpement-durable.gouv.fr

District de Saint-Etienne

CEI de la Varizelle - 35 % Etat

Centre d'Entretien et d'Intervention
55, Route de la Varizelle
42405 SAINT-CHAMOND

Nicolas Verots

tel : 04 77 29 85 12

mel : dse.Srex-Lyon.Dirce@developpement-durable.gouv.fr

District de Valence

CEI de Valence - 20 % Etat

Centre d'Entretien et d'Intervention
Quartier Bayanne
26300 ALIXAN

Laurent Livet

tel: 04 75 47 09 89

mel : cei-alix.Dv.Srex-Lyon.Dirce@developpement-durable.gouv.fr

LOT 3 – SREI de CHAMBERY - Réseau routier Etat

District de Grenoble et Chambéry

CEI d'Aigueblanche

Centre d'Entretien et d'Intervention
445 Route Saint-Thomas de Coeur
73260 AIGUEBLANCHE

Yann Mandret

tel: 06.75.71.38.87

mel : cei-aigueblanche.cei-aigueblanche.dcg.srei-chambery.dirce@developpement-durable.gouv.fr

Dépôt d'Aime

Pré Roux
73210 AIME-LA-PLAGNE

Yann Mandret

tel: 06.75.71.38.87

mel : cei-aigueblanche.cei-aigueblanche.dcg.srei-chambery.dirce@developpement-durable.gouv.fr

CEIA D'Albertville

Centre d'Entretien et d'Intervention Annexe
1, Route de Grignon
73200 ALBERTVILLE

Yann Mandret

tel: 06.75.71.38.87

mel : cei-aigueblanche.cei-aigueblanche.dcg.srei-chambery.dirce@developpement-durable.gouv.fr

CEI de Chambéry

Centre d'Entretien et d'Intervention
Avenue du Mont Saint-Michel
73000 BARBERAZ

Willy Crapet

tel: 06.75.21.81.64

mel : cei-chambery-vru.cei-chambery.dcg.srei-chambery.dirce@developpement-durable.gouv.fr

CEI de Grenoble

Centre d'Entretien et d'Intervention
27 Avenue de Comboire
38130 ECHIROLLES

Didier Argoud

tel: 06.81.33.87.40

mel : cei-gre.dcg.srei-chambery.dirce@developpement-durable.gouv.fr

Point d'appui de Laffrey

RD115A
45.022326 - 5.775756
38220 LAFFREY

Didier Argoud

tel: 06.81.33.87.40

mel : cei-gre.dcg.srei-chambery.dirce@developpement-durable.gouv.fr

LOT 4 – SREX de MOULINS - Réseau routier région AURA

District de Moulins – 100 % Région AURA

CEI de Toulon sur Allier

Centre d'Entretien et d'Intervention
Les Aubrelles
03400 TOULON SUR ALLIER

Christophe Audin

tel: 04 70 20 76 75

mel : cei-tou.Dmo.Srex-Moulins.Dirce@developpement-durable.gouv.fr

CEI de Varennes sur Allier

Centre d'Entretien et d'Intervention
Barnier le vieux
03150 VARENNES SUR ALLIER

Yohan Monchaux

tel: 04 70 45 61 67

mel : cei-varen.Dmo.Srex-Moulins.Dirce@developpement-durable.gouv.fr

CEIA de Saint-Martin d'Estréaux

Centre d'Entretien et d'Intervention Annexe
Les Justines
42620 SAINT-MARTIN D'ESTREAUX

Yohan Monchaux

tel: 04 70 45 61 67

mel : ceia-Sme.Dmo.Srex-Moulins.Dirce@developpement-durable.gouv.fr

CEI de Roanne

Centre d'Entretien et d'Intervention
135 Allée Paul Forges
42153 RIORGES

David Goutorbe

tel: 04 77 69 21 35

mel : cei-roa.Dmo.Srex-Moulins.Dirce@developpement-durable.gouv.fr

CEIA de Machézal

Centre d'Entretien et d'Intervention Annexe
Lieu-dit l'Etoile
BP 48
42114 MACHÉZAL

David Goutorbe

tel: 04 77 62 40 64

mel : ceia-mach.dmo.srex-moulins.dirce@developpement-durable.gouv.fr

LOT 5 – SREX de LYON - Réseau routier région AURA

District de Saint-Etienne

CEI de la Varizelle - 65 % Région AURA

Centre d'Entretien et d'Intervention

55, Route de la Varizelle

42405 SAINT-CHAMOND

Nicolas Verots

tel : 04 77 29 85 12

mel : dse.Srex-Lyon.Dirce@developpement-durable.gouv.fr

Dépôt La Silardière - 100 % Région AURA

rue Robert Schumann

42500 LE CHAMBON-FEUGEROLLES

Nicolas Verots

tel : 04 77 29 85 12

mel : dse.Srex-Lyon.Dirce@developpement-durable.gouv.fr

District de Valence

CEI de Montélimar - 100 % Région AURA

Centre d'Entretien et d'Intervention

3 avenue de la feuillade

Zone artisanale Meyrol

26200 MONTÉLIMAR

Thierry Gatto

tel: 04 75 01 09 04

mel : cei-mon.Dv.Srex-Lyon.Dirce@developpement-durable.gouv.fr

CEI de Roussillon - 100 % Région AURA

Centre d'Entretien et d'Intervention

1 impasse des charmilles

38150 ROUSSILLON

Jean-Michel Bain

tel: 04 74 11 10 50

mel : cei-rou.dv.srex-lyon.dirce@developpement-durable.gouv.fr

CEI de Valence - 80 % Région AURA

Centre d'Entretien et d'Intervention

Quartier Bayanne

26300 ALIXAN

Laurent Livet

tel: 04 75 47 09 89

mel : cei-alix.Dv.Srex-Lyon.Dirce@developpement-durable.gouv.fr

ANNEXE 2 - Modalités de dépôt des factures via le portail CHORUS PRO **« FACTURE TRAVAUX » - Lots ETAT**

Cette procédure a pour objectif de vous informer et vous rappeler les consignes à respecter lors du dépôt de vos factures.

✓ S'agissant d'une facture relative à un **marché**, pour lequel un Acte d'Engagement a été établi et notifié, celle-ci doit être obligatoirement dématérialisée et déposée sur l'espace Chorus Pro « **FACTURE TRAVAUX** ».

✓ Rappel des consignes pour déposer :

- Regrouper toutes les factures ou projets de décomptes du mois, sur **un seul et unique dépôt par mois et par marché**.
- En cas de groupement, quelle qu'en soit la forme, **seul le mandataire est habilité à déposer**.
- Le numéro de SIRET utilisé pour faire **votre** dépôt doit être **le même que celui renseigné dans le marché**.
- Le **cadre de facturation et les destinataires choisis** ont un impact très important sur le traitement de la facture.

Exemple pour un dépôt mensuel : déposer sur le cadre de facturation :

A4-Projet de décompte mensuel déposé par un fournisseur

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

* Cadre de facturation:

A4 – Projet de décompte mensuel déposé par un fournisseur



✓ Informations obligatoires à renseigner :

Dans le bloc
« Destinataire de la facture » :
renseigner les numéros de SIRET du

maître d'ouvrage

et du

maître d'œuvre.

*Ces éléments doivent vous être transmis
par le service acheteur
(voir tableau ci-dessous)*

Ne pas saisir de « code service »

DESTINATAIRE DE LA FACTURE

Maîtrise d'ouvrage

* SIRET :

Rechercher une structu...

Recherche avancée

Raison sociale :

Service :

Rechercher un service

Recherche avancée

Libellé service :

Maîtrise d'œuvre :

* SIRET :

Rechercher une structu...

Recherche avancée

Titulaire	Nom du titulaire
Opération	Nom de l'opération
Maîtrise d'ouvrage (MOA)	DIRCE
Maîtrise d'œuvre	DIRCE, MOE privée, ...
Service acheteur de la DIRCE	SREX de Moulins, SREX de Lyon, ...
Objet du marché	Objet
N° du marché	Ex : 2025-.....
Éléments de saisie dans CHORUS PRO	
N° SIRET MOA	Ex DIRCE : 13000173800017
N° SIRET MOE	Ex DIRCE : 13000173800017
N° engagement	N° EJ court du marché : 1300XXXXXX

✓ Après la validation de votre dépôt, il est vivement recommandé :

- d'éditer le « **certificat de dépôt** » et vérifier les informations. Celui-ci peut vous être demandé par le service acheteur ultérieurement.
- d'informer le service acheteur de votre dépôt en joignant une copie des éléments déposés.

✓ Règle de nomenclature du dépôt :

Nom du service de la DIRCE – Nom du fournisseur – Numéro de facturation interne

[https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/deposer-les-factures-de-travaux-pour-les-fournisseurs-titulaires-sous-traitants-et-cotraitants/
#1530265053516-4c37f316-9bc2](https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/deposer-les-factures-de-travaux-pour-les-fournisseurs-titulaires-sous-traitants-et-cotraitants/#1530265053516-4c37f316-9bc2)

ANNEXE 3 - Modalités de dépôt des factures via le portail CHORUS PRO **«FACTURE» - Lots Région**

Cette procédure a pour objectif de vous informer et vous rappeler les consignes à respecter lors du dépôt de vos factures.

✓ S'agissant d'une facture courante, celle-ci doit être obligatoirement dématérialisée et déposée sur l'espace Chorus Pro « **FACTURE** ».

✓ Informations obligatoires à renseigner :

Une partie des informations figurent sur votre bon de commande :

Référence à rappeler :

- N° d'engagement : **EXXXXXXXX**

- Code Service : **ROUTES**

- Le numéro d'engagement : **Ce numéro est propre à chaque commande** ; il sera renseigné à l'édition du bon de commande (obtention du numéro via l'outil Grand Angle auprès du gestionnaire comptable CAF).

- Le code service : **ROUTES** (également déjà renseigné sur le bon de commande)

- La TVA : **TVA INTRACOMMUNAUTAIRE : FR03200053767**

- Le destinataire de la facture : renseigner le n° SIRET de La Région Auvergne Rhône Alpes : **200 053 767 00014**

- **Le n° de la facture d'origine : Indiquer DIRCE + votre numéro de facture entreprise**

DESTINATAIRE DE LA FACTURE

Le destinataire est-il l'État ? :

☐ NON

* SIRET :

Rechercher une structure

Recherche avancée

Raison sociale :

Code service

Rechercher un service

Recherche avancée

Libellé service :

20005376700014 ROUTES

✓ **Après la validation de votre dépôt, il est vivement recommandé d'éditer le « certificat de dépôt »** et vérifier les informations. Celui-ci peut vous être demandé par le service acheteur ultérieurement.

Toute votre attention est requise sur ces modalités particulières qui doivent être mises en œuvre le plus rigoureusement possible. En effet, en cas d'erreur, les risques de rejets sont très importants et les retards de paiement forts probables.